

12 octobre 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, sur les négociations avec la Commission européenne sur les déficits budgétaires de la France et de l'Allemagne, le projet américain de résolution sur l'Irak et l'indemnisation par la Libye des victimes de l'attentat de 1989 contre le DC 10 d'UTA, Paris le 12 octobre 2003.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, un mot d'abord pour dire ma joie de recevoir ici ce soir, dans le cadre de nos dîners de Blaesheim, le Chancelier allemand. C'est toujours pour moi à la fois un plaisir et également un enrichissement.

Nous avons abordé un certain nombre de questions. Nous allons d'ailleurs poursuivre la discussion à l'occasion d'un dîner de travail. Nous avons d'abord évoqué les problèmes liés à la Conférence intergouvernementale qui va commencer et sur laquelle nous avons une approche et une vision commune. Nous soutenons, l'un et l'autre, la position de la Présidence italienne, c'est-à-dire d'une part tenter, enfin tout faire, pour avoir un accord avant la fin de l'année. Et deuxièmement, un accord sur une réforme qui soit aussi proche que possible des conclusions de la Convention telles qu'elles ont été arrêtées et transmises au Conseil.

Nous avons évoqué la politique européenne de sécurité et de défense et notamment nos entretiens avec nos amis britanniques pour développer cette coopération renforcée, cette coopération structurée qui nous permettra de mettre en place un système moderne pour ce qui concerne la défense européenne. Et sur ce point, nous avons une position tout à fait commune, comme vous le savez.

Nous avons évoqué la situation économique en Europe pour constater qu'un certain nombre de signaux positifs, s'agissant du redémarrage de l'économie, sont aujourd'hui perceptibles et doivent nous encourager plus encore dans la politique de réformes engagées aussi bien en Allemagne qu'en France.

Nous sommes tout à fait déterminés bien entendu à réduire les déficits publics qui sont pour le moment excessifs mais sans pour autant prendre le risque de casser en quelque sorte une reprise économique qui n'est pas encore très affirmée et que nous devons encourager.

S'agissant de la situation internationale, nous avons évoqué la situation en Iraq et dans le conflit israélo-palestinien. S'agissant de l'Iraq, nous attendons de connaître la résolution, dont nous avons quelques échos mais que nous ne connaissons pas encore, que les Américains sont susceptibles de présenter au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous attendons de l'avoir et de la connaître pour nous prononcer.

Nous avons, enfin, évoqué l'Iran et nous avons là aussi une position totalement commune en ce qui concerne la gestion du nucléaire dans ce pays. Et nous avons évoqué l'Afghanistan où nous avons également une position commune puisque la France a donné son complet accord pour

... nous sommes également très préoccupés, comme je l'ai dit, par l'élargissement des missions de la force internationale en Afghanistan et nous soutenons les efforts de l'Allemagne, notamment dans le cadre de ce qu'on appelle les PRT (Provincial Reconstruction Teams).

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je n'ai pas grand chose à ajouter à tout ce que le Président de la République vient de vous dire. Tout d'abord, ce climat d'amitié dans lequel nos réunions ont toujours lieu est une expérience magnifique qui se renouvelle chaque fois, qui perdurera et qui est une grande joie, je tiens à le dire du fond du coeur.

Sur les questions européennes, depuis les réunions à Bruxelles, à Copenhague, l'année dernière, et tout au long de nos nombreuses rencontres bilatérales, ou encore à Rome et bientôt de nouveau à Bruxelles, c'est une parfaite harmonie de vues qui caractérise nos positions.

L'élargissement fut une décision juste et nécessaire. Cet élargissement doit être suivi par l'approfondissement de l'Europe, si l'on veut que l'Europe puisse être dirigée de façon effective et efficace à l'avenir.

La Convention a fait de bonnes propositions et quiconque veut les remettre en question se doit de présenter des propositions encore meilleures, ce qui n'est pas facile car il s'agit de ne pas mettre en danger, au plan politique, cet élargissement. Il faut permettre que, après l'élargissement, se fasse l'approfondissement si on veut que l'Europe joue le rôle qui est le sien.

Sur le plan des questions économiques, c'est sur trois axes simultanément qu'il faut agir : les réformes structurelles, la consolidation budgétaire et la croissance. Malgré des différences de structures entre nos pays, entre nos sociétés, nous nous sommes attelés, la France et l'Allemagne, à ces trois tâches, dans ces trois directions qui sont absolument nécessaires si l'on veut assurer la croissance de nos pays et donc participer à la croissance européenne.

En ce qui concerne l'Iraq, je ne puis que confirmer les propos de Jacques CHIRAC. Il est important que, pour le peuple iraquien, s'ouvrent des perspectives démocratiques, que la stabilité règne dans le pays et qu'il voit un début de développement économique. Nous avons donc tout intérêt à ce que le processus en cours aboutisse et non pas à ce qu'il échoue. Mais pour ce faire, nous partageons exactement la même analyse quant aux moyens nécessaires et le fait même qu'une nouvelle résolution soit aujourd'hui sur le point d'être présentée prouve bien que la résolution précédente était insuffisante, partielle, ce que nous avons toujours dit. Nous espérons que cette nouvelle résolution apportera cette nouvelle dynamique que nous attendons et qui sera porteuse du succès du processus en cours. Nous avons pour cela toute confiance dans nos amis américains, mais encore faut-il attendre de voir le texte pour pouvoir nous prononcer véritablement.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce qu'il y a une position, voire une action commune de la France et de l'Allemagne face à Bruxelles pour que Bruxelles montre plus de compréhension sur les déficits budgétaires des deux pays ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je crois vraiment que les entretiens que tant l'Allemagne que la France ont eus et ont avec la Commission sur les causes, sur les raisons de ces déficits budgétaires ont permis de bien faire avancer les choses. Ils ont permis une meilleure compréhension des problèmes et je crois qu'il y a un rapprochement des positions. Je crois que ceci vaut tout à fait pour ce qui est des derniers entretiens que la France a eus avec la Commission. Et il faut qu'ils aboutissent. D'ailleurs, la Commission et tous les partenaires européens ont intérêt, personnellement, au plan national, à ce que les économies de l'Allemagne et de la France soient en croissance parce que c'est la croissance économique de ces deux pays qui détermine, dans une large mesure, la croissance économique en Europe. Donc, je crois que nous avons là aussi une approche et une base communes. Je suis d'accord avec le Président de la Commission quand il dit qu'il faut interpréter le pacte de stabilité de façon souple et flexible, reste à voir ce que cela recouvre exactement.

LE PRESIDENT - Je n'ai rien à ajouter.

QUESTION - Monsieur le Président, une question sur la Libye. Pour l'instant, il n'y a toujours pas d'accord final sur les indemnisations pour les victimes, pour les familles des victimes UTA, selon des promesses. Qu'est-ce que vous en pensez ?

LE PRESIDENT - Je souhaite que les engagements qui ont été pris au plus haut niveau par la Libye, s'agissant aussi bien du chef de l'Etat que du Président de la fondation Kadhafi, je souhaite que ces engagements soient respectés. J'ai vu un signe positif dans le fait que, c'est vrai, à la limite du temps imposé, les négociations ont été reprises entre les représentants des victimes et la fondation Kadhafi. J'espère que ces négociations donneront un résultat positif. Je n'ai pas davantage à dire. Il va de soi que si tel n'était pas le cas, la France serait bien obligée d'en tenir compte dans sa position.

QUESTION - Je vais, si vous le permettez, poser une question un tout petit peu hors sujet mais j'en profite d'avoir ici devant moi le Chancelier pour l'interroger sur la Coupe du monde de football féminine, le score en est à un partout, alors qu'est-ce qui va se passer ? Est-ce que vous allez être champions du monde ou peut-être seulement vice-champions ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - J'ai lu dans le journal que ce n'était quand même pas bien que je sois allé à Yokohama et pas en Californie pour assister au match de foot de l'équipe féminine. Mais vraiment je ne pouvais pas. J'étais en voyage la semaine dernière, en déplacement, comme vous le savez, et nous allons avoir une semaine importante au Parlement avec des grandes réformes en débat. Je pensais que ce n'était vraiment pas le moment d'aller en Californie. Donc ce n'est pas à cause de Schwarzenegger que je ne suis pas allé en Californie. Rien à voir. Mais je me réjouis que l'équipe féminine soit en finale. Et que donc les femmes se défendent mieux que les hommes en foot en tout cas. Et je serais ravi qu'elles gagnent la finale mais même si elles ne sont que vice-championnes, ce sera très bien quand même et je les inviterai à la Chancellerie quel que soit le score final.

LE PRESIDENT - Je souhaite en tous les cas pour ma part le meilleur à nos amies allemandes et de tout coeur ! Merci.